



Communiqué du comité ONG du 22 octobre 2020

17 nouveaux projets d'ONG financés par l'AFD

Dans le cadre de l'Initiative Santé en commun, le comité ONG de l'AFD du 22 octobre 2020 a validé l'attribution de 10 millions d'euros de subventions qui financent en totalité 17 projets de la société civile. Cette enveloppe de 10 M€ a été mobilisée en liaison étroite avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ; elle permet de soutenir des initiatives des organisations de la société civile française, visant à accompagner les populations vulnérables d'Afrique subsaharienne face aux conséquences sociales, alimentaires et économiques de la crise générée par la pandémie de Covid-19.

Ces projets, portés par vingt OSC françaises et leurs partenaires nationaux, relèvent de deux grands domaines d'intervention : d'une part la santé, l'hygiène et la protection sociale, d'autre part la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et l'agriculture durable.

Les pays concernés sont les suivants : Bénin, Burkina Faso, Ethiopie, Guinée, Madagascar, Mauritanie, Niger, RCA, Sénégal, Togo et Tchad.

Ces 17 projets s'inscrivent en complémentarité de treize projets humanitaires financés en parallèle par le Centre de crise et de soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

--

Initiative Développement - Gestion intercommunale de l'assainissement et de l'hygiène dans le département du Mono au Bénin

Le projet appuie la mise en place d'un service intercommunal de gestion des boues de vidange et un plan d'information, d'éducation et de communication intégrant la sensibilisation à l'hygiène, à l'assainissement et à la prévention du Covid-19 dans les six communes du département du Mono dans le sud-est du Bénin ; en période de pandémie, le manque d'hygiène et d'assainissement constitue un facteur d'aggravation de la contagion.

Pour la mise en place du service pilote de gestion des boues de vidange, un cadre de concertation rassemblant les groupes thématiques Eau & Assainissement est prévu à Lokossa : il regroupe les OSC du secteur, les comités d'hygiène des quartiers, les chefs de quartiers et les leaders religieux. Sur le volet sensibilisation à l'hygiène, six OSC locales sont formées et accompagnées pour la mise en œuvre des campagnes de sensibilisation et de prévention. Un volet important de capitalisation est prévu, impliquant des acteurs locaux et le pS-Eau.

Le service pilote de gestion des boues de vidange bénéficiera à 200 foyers par an (soit 1 200 personnes). 125 000 personnes seront sensibilisées à l'hygiène, l'assainissement, et aux risques de contamination à la Covid-19.

D'une durée de 24 mois, le budget total du projet s'élève à 695 000 euros, dont un cofinancement de 500 000 euros accordé par l'AFD (soit 72 % du montant total du projet).

Equilibres et Populations - « Droits et santé des femmes au Burkina-Faso : prévenir et réduire les vulnérabilités en contexte de crise et post-crise Covid-19 »

Le projet porté par Equilibres et Populations vise à renforcer le pouvoir d'agir des femmes et des filles face à la crise Covid-19 au Burkina Faso. Mise en œuvre avec trois partenaires burkinabés, l'Association des femmes juristes du Burkina Faso, l'initiative Pananetugri pour le bien-être de la femme et l'association Voix de femmes, il répond à l'enjeu posé par l'augmentation des violences basées sur le genre et des conséquences socio-économiques de la crise. Le projet cible en particulier celles qui sont les plus vulnérables : les femmes et les filles vivant avec un handicap, les travailleuses domestiques, les aides ménagères, les femmes et filles vivant avec le VIH/sida travaillant dans les gares routières et les marchés...

Le projet permet une amélioration de la prise en charge médicale, juridique, judiciaire et psychologique des femmes survivantes de violences basées sur le genre dans le cadre de la pandémie Covid-19. Par ailleurs, en facilitant l'émergence de leaders, jeunes filles et femmes, capables d'apporter un changement significatif et positif auprès de leurs communautés, il encourage les femmes et les jeunes filles à s'engager face aux conséquences socio-économiques de la Covid-19. Enfin, Equilibres et Populations et ses partenaires mènent un plaidoyer pour l'intégration des droits des femmes et des filles, et la prise en compte des besoins spécifiques des plus vulnérables d'entre elles dans les mesures prises par les décideurs politiques pour la riposte contre la pandémie.

La subvention accordée par l'AFD est de 600 000 euros, soit la totalité du montant du projet. Le projet est prévu pour 24 mois. Il bénéficiera en particulier à 1500 femmes et filles victimes ou à risque de violences basées sur le genre, 600 jeunes filles et femmes renforcées en matière de leadership, 150 agents de santé, et à 10 800 jeunes filles et femmes.

Aide et Action - « Ensemble pour une éducation publique résiliente face aux crises » au Burkina Faso

Le projet porté par Aide et Action, en partenariat avec Solidarité Laïque, vise à contribuer à la continuité éducative dans quatre communes rurales du Burkina Faso, et à appuyer ainsi les communautés affectées par la double crise dans la région, sécuritaire et sanitaire. En réponse au décrochage scolaire massif lié à la Covid-19, le projet apporte des solutions pragmatiques qui favorisent la continuité éducative pour un grand nombre d'enfants (dont 50 % de filles) dans un environnement protecteur et sécurisé dans les écoles d'intervention. Il permet ainsi d'améliorer l'accès et le maintien des enfants à l'école jusqu'à la fin de leur scolarité. Par ailleurs, il accompagne les familles impactées par la crise sanitaire, leur permet d'accéder à des moyens durables de production et d'améliorer leurs revenus, facilitant la prise en charge des besoins éducatifs de leurs enfants. Enfin, le projet encourage la participation des communautés dans la gestion des établissements scolaires et aux activités éducatives pendant et après le projet.

Le projet touchera directement 18 000 élèves dont 50% de filles en situation de vulnérabilité et de risques de décrochage scolaire, 2 520 membres des comités de gestion des écoles, 500 femmes cheffes de ménage soutenues pour le relèvement de leurs activités économiques, 720 enseignants des écoles d'intervention et 100 agents des centres de santé.

Avec un budget total de 500 000 € pour 24 mois, le projet est totalement financé par l'AFD.

Inter Aide - Améliorer l'accès à l'eau et les conditions sanitaires et limiter la transmission de la Covid-19 dans la région sud-ouest de l'Ethiopie

Dans les terres montagneuses du sud-ouest de l'Ethiopie, le déficit d'infrastructures d'accès à l'eau combiné à un entretien limité des ouvrages limite l'accès à l'eau pour de nombreuses communautés.

Déployé dans quatre districts, le projet permet de réparer les points d'eau existants et de construire 43 nouveaux ouvrages, soit un par communauté. Cela contribue ainsi à l'amélioration de la couverture en eau pour une population rurale d'environ 85 000 habitants. En parallèle, des actions de formation feront passer les taux d'utilisation de latrines de 60 % à plus de 90 %. Les habitants de 105 communes ciblées sur un territoire plus large (douze districts) sont sensibilisés à l'hygiène et à la prévention de la Covid-19, soit une population de 270 000 personnes.

Ce projet s'appuie sur la mobilisation communautaire, à la fois pour les travaux de réalisation des ouvrages et pour leur maintenance. Comme partout en Ethiopie, la mobilisation communautaire est rendue possible via la mobilisation et la formation des agents du gouvernement (agents de l'eau et agents de santé) qui jouent un rôle important de relais et de soutien aux initiatives.

Le projet est prévu pour une durée de 24 mois ; il est totalement financé par l'AFD, qui a accordé une subvention de 500 000 euros.

BIOFORCE - Appui à la structuration de l'offre de formation en gestion de crises sanitaires de l'Agence nationale sur la sécurité sanitaire en Guinée

Le projet d'appui à la structuration de l'offre de formation en gestion de crises sanitaires vise à renforcer l'Agence nationale guinéenne sur la sécurité sanitaire (ANSS), créée il y a près de 5 ans dans la suite de l'épidémie d'Ebola. L'ANSS est aujourd'hui la seule structure publique d'ampleur nationale à avoir, en Guinée, pour mandat de répondre aux crises sanitaires. Dans le contexte de la Covid-19, le projet de BIOFORCE consolide l'identité et la légitimité de l'agence en tant qu'organisation de référence de la gestion des crises sanitaires dans le pays. Plus particulièrement, il appuie la création de l'unité de formation de l'ANSS et le développement d'une offre de formation continue, pour le compte du ministère de la Santé. 130 professionnels nationaux impliqués dans la gestion des crises sanitaires au niveau central et décentralisé seront ainsi accompagnés et formés par le projet. A travers eux, des centres de santé communautaires et des OSC locales bénéficieront d'un meilleur encadrement et accompagnement de la réponse aux crises sanitaires en Guinée.

D'une durée de 18 mois, le projet est totalement financé par l'AFD au travers d'une subvention de 400 000 euros.

SOS Villages d'Enfants – Soutien aux parents, enfants et jeunes de Madagascar fragilisés par la pandémie Covid-19 et ses conséquences.

Le projet vise à limiter l'impact de la crise sanitaire, sociale et économique engendrée par la Covid-19 sur les enfants et leur famille à Madagascar. SOS Village d'Enfants France prend en compte les besoins identifiés dans le pays, tout particulièrement ceux des acteurs de la protection de l'enfance (acteurs publics, privés, communautaires) dans le contexte de la lutte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19.

Le projet apporte une réponse sanitaire pour prévenir et limiter la propagation de la pandémie, ainsi qu'un soutien nutritionnel pour les femmes et les enfants. Un soutien psychosocial sera mis en place pour les victimes directes de la pandémie ; les dispositifs de lutte contre les violences basées sur le genre seront améliorés. Enfin, le projet permet de consolider les moyens de subsistance économique des familles impactées par la pandémie de Covid-19, notamment via un soutien direct des familles et des jeunes.

Le projet se déroule sur une durée de 24 mois et est en totalité financé par l'AFD (subvention de 400 000 euros).

AGRI SUD INTERNATIONAL / ARENA – Appui à la résilience économique, nutritionnelle et alimentaire des familles rurales vulnérables, région Itasy, Madagascar

Le projet contribue à améliorer l'état nutritionnel des familles de la région Itasy à Madagascar. 560 familles impactées par la crise Covid-19 bénéficient de formations et d'équipements et d'intrants agricoles pour améliorer la production agricole. Les familles avec enfants souffrant de malnutrition sont formées pour leur permettre de produire une alimentation durable (diagnostics nutritionnels et agricoles, identification d'agents conseils de proximité, formations à l'élevage et production végétale, dotation en matériel et intrants, alevins...). En parallèle, le projet accompagne au plus près les familles et les enfants sur les conditions sanitaires et nutritionnelles, pour la surveillance nutritionnelle, la sensibilisation à l'hygiène mais aussi la gestion collective de l'alimentation et la distribution de collations dans les écoles.

Le projet bénéficie d'une subvention de 400 000 euros de l'AFD (100 % du budget du projet) pour une durée de 24 mois. Il est mis en œuvre en partenariat avec l'APDRA, l'Office régional de nutrition de la région Itasy, et avec plusieurs acteurs publics locaux, des centres de formation et des collectivités.

GRET - Amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement, renforcement des conditions d'hygiène et assistance technique aux opérateurs d'eau potable pour lutter contre la Covid-19 en milieu rural mauritanien

Un accès à l'eau potable encore limité et le faible nombre d'installations pour se laver les mains dans les centres de santé permettent difficilement l'application des gestes barrières en Mauritanie, durement frappée par la crise sanitaire de Covid-19. Le projet du GRET permet d'améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement, et les conditions d'hygiène ; les opérateurs d'eau potable sont formés et accompagnés pour lutter contre la Covid-19 en milieu rural. Le projet permet de toucher près de 30 000 personnes, quatre opérateurs d'eau potable, et deux OSC partenaires dans sept régions de Mauritanie.

Le projet bénéficie d'une subvention de 900 000€ de l'AFD, soit 87 % du montant total (1 037 894€) pour une durée prévisionnelle de 2 ans.

SOLTHIS - Interventions sanitaires en réponse à la crise du Covid-19 en Guinée et au Niger (ISANCO)

Déployé en Guinée et au Niger, le projet renforce et adapte l'offre de soins et la prise en charge du VIH, des questions de santé sexuelle et reproductive, et des enfants malades (PCIME) dans 20 structures sanitaires. Il propose également un appui aux OSC locales. Son principal objectif est de protéger les populations locales et les personnels de santé face à la pandémie du Covid-19. Il favorise la continuité de la prise en charge médicale et des services essentiels de santé, avec un plusieurs solutions en lien avec les autorités sanitaires : soutien matériel et technique pour améliorer l'hygiène, adaptation de l'offre de soin pour prévenir et contrôler les infections (espacement des rendez-vous, par exemple), amélioration du fonctionnement des routines des structures (organisation du flux de malades), formation des soignants à la prise en charge des cas de Covid-19. Le projet diffuse par ailleurs des informations et des messages de sensibilisation auprès des communautés les incitant à continuer à se tourner vers les centres de santé.

Le projet bénéficie d'une subvention d'un million d'euros de l'AFD, soit 100 % du montant du projet, pour une durée de douze mois.

SECOURS POPULAIRE – Appui au relèvement des ménages agropastoraux et soutien aux populations les plus vulnérables face aux conséquences de la Covid-19

Face aux conséquences de la crise socio-économique générée par la pandémie de Covid-19, le projet du Secours populaire appuie les familles de producteurs agricoles et d'éleveurs dans trois communes du Niger (Agadez, Timia et Dabaga). Il prévoit de fournir des intrants, des semences, du matériel aratoire, des aliments pour bétail, du matériel de vaccination du bétail, et des conseils agricoles. Cet appui favorise une reprise rapide de la production agricole et permet ainsi de mieux assurer la sécurité alimentaire. Ces actions sont complétées par des distributions de rations et de médicaments auprès de sept centres de santé contribuant ainsi à la sécurité nutritionnelle et à la santé des ménages.

Le projet doit permettre à environ 1800 ménages de reprendre leurs activités de production dans de bonnes conditions alimentaires et sanitaires, et d'améliorer leur résilience face aux difficultés créées par la crise de Covid-19.

Le projet est totalement financé par l'AFD au travers d'une subvention de 450 000 euros pour une durée de 18 mois.

CCFD – Terre Solidaire - Appui au relèvement économique et à la lutte contre la propagation du Covid-19 dans le nord-ouest de la Centrafrique

Le projet du CCFD vise à réduire l'impact de la crise sanitaire sur les populations vulnérables dans le nord-ouest de la RCA. Il se concentre sur la relance de la petite économie familiale et la mise en œuvre de mesures sanitaires. Il est mis en œuvre avec le Groupement pour le développement agro-pastoral.

Le projet combine plusieurs volets contribuant à l'amélioration de la sécurité alimentaire, et à la hausse des revenus et du niveau de vie des populations : un volet agropastoral (formations aux techniques agricoles et à la traction animale, distribution de matériel agricole et de kits maraîchers) ; un volet économique privilégiant des activités génératrices de revenus et proposant des formations, notamment en entrepreneuriat ; un volet insertion professionnelle destinés à 60 jeunes formés à la couture ; un volet prévention et sensibilisation à la Covid-19 ; enfin, un volet paix et réconciliation pour une meilleure cohésion entre communautés et responsables locaux.

Le projet est en totalité financé par l'AFD qui a accordé une subvention de 400 000 € ; il est prévu pour une durée de 24 mois. Il accompagnera 2500 personnes directement (producteurs agricoles, jeunes, élus, relais communautaires etc.) et 145 000 bénéficiaires indirects.

GRDR – Projet NIAMDE : appui à la résilience des systèmes alimentaires dans 10 départements vulnérables du Sénégal

Déployé dans dix départements du Sénégal, le projet NIAMDE porté par le GRDR, en partenariat avec AVSF, agit pour le relèvement social et économique après la crise Covid-19. Le projet propose de mettre en place ou de renforcer des cantines scolaires dans 57 écoles : plus de 7 000 élèves pourront bénéficier d'une meilleure alimentation. Ces cantines seront approvisionnées en circuits courts. En complément, le projet accompagne 32 coopératives agricoles et entreprises agro-alimentaires locales et 28 organisations de producteurs (maraîchers, laitiers, céréaliers) pour fournir et approvisionner ces écoles en produits sains et de qualité tout en respectant les normes sanitaires. Le projet est complété par un dialogue et un plaidoyer auprès des services de l'Etat. Le projet associe également les organisations locales CARITAS et CICODEV.

La subvention accordée par l'AFD s'élève à 1,5M€ (100 % du budget du projet) pour un projet de 18 mois.

WECF – « Femmes engagées pour le développement inclusif et l'autonomie alimentaire de leurs communes - (FEDIAAC) »

Le projet « Femmes engagées pour le développement inclusif et l'autonomie alimentaire de leurs communes (FEDIAAC) » vise à créer une filière alimentaire locale, qui prend en compte les questions du dérèglement climatique et les effets de la crise sanitaire de Covid-19. 680 productrices maraîchères et transformatrices et 120 jeunes dans quatre communes périurbaines de Dakar, au Sénégal, seront formés et accompagnés, ainsi que quatre plateformes de production et de commercialisation de produits alimentaires. Le projet propose aussi des formations techniques agricoles, économiques sur la gestion des structures accompagnées, des formations environnementales, à l'hygiène et aux mesures barrières pour les femmes et les jeunes. La participation des femmes sera facilitée par le projet dans les instances de gouvernance des structures commerciales.

Le projet bénéficiera directement à 680 femmes et 120 jeunes et indirectement à 562 500 habitants dans les quatre communes. Il est mis en œuvre avec le partenaire local ENDA.

Le projet bénéficie d'une subvention de l'AFD s'élevant à 450 000 euros (soit 100 % du budget du projet) pour une durée de 24 mois.

Le Partenariat – Programme de renforcement de la résilience nutritionnelle (P-RÉN)

Le projet vise à renforcer la résilience nutritionnelle, économique et sanitaire des populations dans le département du Podor, frontalier de la Mauritanie.

Les femmes sont au cœur du projet car elles sont des actrices clés pour renforcer la résilience alimentaire et sanitaire. Vingt groupes de productrices (soit mille femmes) sont appuyés pour développer leurs productions maraîchères et transformer leurs produits. Elles bénéficient également de formations à la prise en charge de la malnutrition en coordination avec des équipes mobiles qui identifieront les cas. Sur le volet nutrition, les femmes pilotent la gestion des nouvelles unités de transformation de farine enrichie. Par ailleurs, vingt associations sont formées aux stratégies de riposte à la Covid-19 et sensibilisent à leur tour les populations ; cela représente 1 500 relais, dont 90% de femmes. Enfin, pour subvenir à leurs besoins et diversifier leurs revenus, cent

ménages vulnérables sont accompagnés pour des micro-projets d'élevage et de production maraichère par le biais de financements et de formations. Le projet permet de renforcer la prise en charge de la malnutrition aigüe des enfants. Au total, 300 élus, 1 500 relais et 100 000 personnes seront accompagnés pour faire face à la Covid-19.

Le projet bénéficie d'une subvention de 350 000 euros de l'AFD, soit 100 % du budget total du projet, pour une durée de 24 mois.

Entrepreneurs du Monde – Relance économique post Covid-19 par l'appui aux entrepreneurs via des services financiers et non financiers

Le projet apporte une réponse aux baisses de revenus et aux difficultés rencontrées (notamment difficultés de trésorerie) par les petits commerces et restauration de rue, face à la crise sanitaire et en raison des mesures de confinement. Pour cela, il met en place des activités de microfinance sociale et d'appui à l'entrepreneuriat dans deux régions du Togo (région des Plateaux et Grand Lomé).

Le projet comporte un volet économique et un volet sanitaire : adaptation de l'offre de micro-crédits, décaissement de 3 500 micro prêts, mise en place de 80 plans d'accompagnement de très petites entreprises (TPE) et distributeurs micro-franchisés, formations. Il propose aussi des formations et de la sensibilisation à la Covid-19, et prévoit la distribution d'équipements de protection. Une étude de faisabilité sur une éventuelle offre de micro-assurance santé et/ou multirisques est prévue. Au total, le projet devrait permettre de relancer l'activité économique de 3 500 micro ou petits entrepreneurs, parmi lesquels 85 % de femmes, tout en les accompagnant avec des mesures de prévention et de protection sanitaire contre la Covid-19.

Le projet est totalement financé par l'AFD avec une subvention de 500 000 euros, pour une intervention d'une durée totale de 18 mois.

Groupe URD – Qualité & redevabilité consultants pour le secteur de l'aide au Sahel, Niger, Tchad et France

Le Groupe URD propose un projet centré sur les enjeux de qualité et redevabilité de l'aide au Sahel dans le contexte de la crise Covid-19. Les acteurs de l'aide et leurs partenaires locaux pourront améliorer la qualité des programmes et leur redevabilité dans un contexte de fortes contraintes d'accès liées au Covid-19 et à une insécurité grandissante. En particulier, le projet propose un parcours d'apprentissage et de formation à destination des acteurs locaux et nationaux en matière d'évaluation et d'accompagnement au changement.

Le projet bénéficie à trente organisations locales et internationales du secteur de l'aide et à des institutions nationales, telles que les services techniques ou nationaux ; il bénéficie aussi à trente consultants identifiés, formés et accompagnés dans le cadre du projet.

La majorité des apprentissages et de l'accompagnement sera réalisé à distance via des plateformes de collaboration en ligne déployées dans le cadre du projet à disposition des intervenants et des consultants mobilisés et formés par le projet. Ces activités à distance sont complétées par trois ateliers régionaux, prévus en présentiel dans les capitales des pays concernés si les conditions sécuritaires le permettent.

Le projet est déployé au Niger, au Tchad et en France.

Le projet bénéficie d'une subvention de l'AFD de 400 000€ qui finance totalement le projet, pour une durée de 24 mois

